RAPPORT DE GESTION

Technologies D-BOX inc.
Exercice clos le 31 mars 2017

Table des matières

Table des matières i
1. Étendue du rapport de gestion 1
2. Énoncés prospectifs 1
3. Message aux actionnaires 2
4. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice financier 3
4.1 Faits saillants financiers 3
4.2 Faits saillants opérationnels 3
5. Perspectives 4
6. Profil de l'entreprise 4
7. Stratégie de l'entreprise 4
7.1 Modèles de revenus 5
7.2 Stratégie de croissance / Marché du divertissement 5
7.3 Stratégie de croissance / Marché de la simulation et formation 7
8. Mesures non conformes aux IFRS 7
9. Principales données financières 8
10. Résultats d'exploitation 8
10.1 Revenus 8
10.2 Bénéfice brut 10
10.3 Charges d'exploitation 10
10.4 Résultat financier 11
10.5 Impôts sur le résultat 11
10.6 Bénéfice net (perte nette) 11
11. BAIIA ajusté 12
12. Situation de trésorerie et sources de financement 12
12.1 Activités d'exploitation 12
12.2 Activités d'investissement 12
12.3 Activités de financement 13
12.4 Capitaux propres 13
13. Information trimestrielle 14
14. Engagements contractuels 14
15. Capital social en circulation (19 Juin 2017) 14
16. Jugements et estimations importants et Nouvelles prises de position en matière de comptabilité 14
17. Instruments Financiers 15
18. Risques et Incertitudes 17
19. Contrôles de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière 17
20. Information additionnelle et continue 17

RAPPORT DE GESTION

Technologies D-BOX inc.

Exercice financier clos le 31 mars 2017

1. ÉTENDUE DU RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Technologies D-BOX inc. et ses filiales ainsi que les éléments-clés de ses résultats financiers. Il explique notamment l'évolution de la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017 en les comparant aux résultats de l'exercice précédent. Il présente également une comparaison de ses bilans aux 31 mars 2017 et 31 mars 2016.

Ce rapport de gestion, préparé conformément au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2017 et les notes afférentes. Sauf indication contraire, les termes « Société » et « D-BOX » font référence à Technologies D-BOX inc.

Les états financiers consolidés audités de même que ce rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, tous les montants dont il est question dans ce rapport de gestion sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

2. ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés figurant dans ce rapport de gestion, notamment les énoncés concernant les opinions, les projets, les objectifs, les stratégies, les estimations, les intentions et les attentes de la Société, ainsi que d'autres énoncés ne portant pas sur des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. On peut reconnaître ces énoncés aux termes comme « prévoir », « anticiper », « estimer », « s'attendre à » et « envisager », et à d'autres termes et expressions similaires. Ces énoncés sont fondés sur l'information disponible au moment où ils sont formulés, sur des hypothèses établies par la direction et sur les attentes de cette dernière, agissant de bonne foi, à l'égard d'événements futurs, et ont trait, de par leur nature, à des risques connus et inconnus et à des incertitudes telles que la concurrence, la capacité de la Société à établir sa technologie, la capacité de la Société à poursuivre le déploiement de son réseau de distribution et à signer de nouvelles ententes commerciales dans le marché du divertissement et dans le marché de la simulation et formation, la fluctuation des taux de change, et d'autres facteurs mentionnés aux présentes (se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes ») ou dans le dossier d'information continue de la Société. Les résultats réels de la Société pourraient différer de façon importante de ceux qu'indiquent ou que laissent entrevoir ces énoncés prospectifs. Par conséquent, il est recommandé de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Ces énoncés ne reflètent pas l'incidence potentielle d'éléments spéciaux ou encore d'un regroupement d'entreprises ou d'une autre opération qui pourrait être annoncée ou avoir lieu après la date des présentes. Sauf si la législation applicable l'exige, la Société n'a pas l'intention de mettre à jour ces énoncés prospectifs pour tenir compte, notamment, de nouveaux renseignements ou d'événements futurs, et elle ne s'engage nullement à le faire.

3. MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires,

Nous sommes ravis de vous annoncer que l'année 2017 s'est déroulée, elle aussi, sous le signe de la croissance pour l'entreprise. Au cours des douze derniers mois, D-BOX a profité d'un nombre important d'occasions d'affaires et consolidé ses partenariats existants dans le marché du divertissement comme dans celui de la simulation et formation.

Tandis que D-BOX étend ses activités et développe sa marque, nous nous attendons à ce que la tendance à la hausse des revenus se maintienne puisque les entreprises seront toujours plus nombreuses à l'échelle mondiale à vouloir profiter de l'expérience supérieure que D-BOX est en mesure d'offrir pour le divertissement ainsi que pour la simulation et formation.

Pour ce qui est du cinéma en salle, D-BOX a conclu d'importantes ententes commerciales qui font en sorte que le nombre total d'écrans installés ou à être installés s'élevait à 640 au 31 mars 2017. D-BOX a également décroché de nouvelles commandes auprès de clients existants, notamment de Cineplex au Canada et de Cinemark aux États-Unis et en Amérique latine.

Le marché de la Chine représente, quant à lui, un important potentiel d'affaires. D-BOX y a d'ailleurs noué un partenariat avec un studio de cinéma chinois et a ouvert son premier studio de codage de mouvement à Beijing, grâce auquel elle pourra jouer un plus grand rôle dans la production de films chinois. De plus, l'entreprise a ratifié une entente de distribution et contribué à l'aménagement de la première salle de cinéma entièrement dotée de la technologie D-BOX en Chine.

Sur le plan du divertissement à domicile, D-BOX a signé une importante entente avec une filiale de Gold Finance Group pour la distribution et la promotion en Chine de ses systèmes de cinéma maison haut de gamme intégrant sa technologie de mouvement immersive. Cette entente devrait générer des revenus jusqu'à 22 millions de dollars américains.

Toutes ces réalisations ont ouvert des portes à D-BOX à l'extérieur de l'industrie du cinéma et assurent de nouveaux débouchés formidables à sa technologie de mouvement. À titre d'exemple, D-BOX est stratégiquement positionnée pour exploiter les possibilités sans précédent offertes par les marchés émergents de la réalité virtuelle (RV) et de la réalité augmentée. Ce qui nous rend particulièrement confiants quant aux perspectives de l'entreprise dans le marché de la RV, est le fait que la technologie de D-BOX a démontré sa capacité à réduire les symptômes de vertiges parfois associés à l'expérience de la réalité virtuelle. Ceci pourrait être la solution permettant de résoudre un des défis que la RV doit surmonter.

À ce jour, D-BOX a déjà joué un rôle déterminant dans plusieurs initiatives réussies en RV en collaboration avec Ubisoft, Fox Innovation Lab, VRC, HTC Viveland, mk2, Samsung et autres. La technologie de D-BOX est, en outre, l'une des principales attractions de l'ultramoderne IMAX VR Experience Centre, situé à Los Angeles. De plus, la National Football League a récemment choisi de faire appel à D-BOX pour l'exaltante expérience immersive à la fine pointe de la technologie, créée par le Cirque du Soleil, qu'elle offrira dans son attraction *NFL Experience Times Square*. Celle-ci devrait ouvrir ses portes en novembre au cœur de la ville de New York.

Par ailleurs, D-BOX a lancé avec succès, dans le marché de la simulation et formation, la seconde génération de ses actuateurs (D-BOX Gen II). Leurs possibilités créatives et leur flexibilité ont fait l'objet de critiques élogieuses de la part d'acteurs de premier plan dans l'industrie. D-BOX s'est également associée à ICAR, le plus important centre de simulation automobile au Canada, pour permettre aux amateurs de course, de jeux vidéo et de sensations fortes de vivre une expérience électrisante grâce à des simulateurs de course.

À titre de chef de file de systèmes de mouvement exploitant une technologie immersive avant-gardiste, et ayant enregistré un taux de croissance annuel composé de 24,8 % au cours des sept dernières années, D-BOX demeure à l'affût des perspectives susceptibles de se profiler à l'horizon pour accroître davantage son succès en renforçant son positionnement à l'échelle mondiale.

En terminant, nous désirons remercier tous les employés de D-BOX. Leur mobilisation et leur enthousiasme sont les clés de la réussite de notre entreprise.

Nous remercions également l'exceptionnel soutien du conseil d'administration. La collaboration et les encouragements des membres du conseil s'avèrent précieux pour le développement de l'entreprise et ils le seront d'autant plus pour la réalisation de nouvelles possibilités prometteuses dans les années à venir.

Jean Lamarre
Président du conseil d'administration

Claude Mc Master
Président et chef de la direction

4. FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE FINANCIER

4.1 Faits saillants financiers

- Ventes en forte hausse pour le quatrième trimestre et croissance des revenus pour l'exercice financier :
  - ✓ Revenus trimestriels en hausse de 23% à 10 613 k $ incluant une hausse de 18% à 8 671 k $ pour le marché du divertissement et une hausse de 57% à 1 942 k $ pour le marché de la simulation et formation; et
  - ✓ Revenus annuels en hausse de 8% à 31 409 k $, incluant 18 963 k $ de ventes de systèmes et 6 813 k $ en droits d'utilisation, de location et de maintenance dans le marché du divertissement ainsi qu'une hausse de 30% à 5 633 k $ de ventes pour le marché de la simulation et formation.
- Bénéfice net de 286 k $ pour le trimestre comparé à une perte nette de 406 k $ l'année dernière; et perte nette annuelle de 2 892 k $ comparée à 187 k $ en 2016.
- BAIIA ajusté* trimestriel et annuel :
  - ✓ BAIIA ajusté de 963 k $ pour le quatrième trimestre comparé à 944 k $ pour le même trimestre l'année dernière; et
  - ✓ BAIIA ajusté de 512 k $ pour l'exercice financier comparé à 3 598 k $ l'an dernier.

Quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars
(en milliers de dollars sauf pour les données par action)

	Quatrième trimestre		Exercice	
	2017	**2016**	**2017**	**2016**
Revenus	**10 613**	8 612	**31 409**	29 042
Bénéfice net (perte nette)	**286**	(406)	**(2 892)**	(187)
BAIIA ajusté *	**963**	944	**512**	3 598
Bénéfice net (perte nette) de base et diluée par action	**0,001**	(0,002)	**(0,017)**	(0,001)

Données du bilan consolidé

	Au 31 mars 2017	Au 31 mars 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**8 867**	**16 454**

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » et au tableau du rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice net (perte nette) à la page 7.

4.2 Faits saillants opérationnels

- Développement continu des activités entourant le marché du divertissement avec :
  - ✓ Augmentation de 12% des écrans installés ou prévus être installés passant à 640 au 31 mars 2017 incluant les écrans additionnels installés avec Cineplex au Canada et Cinemark aux États-Unis et en Amérique latine.
  - ✓ Développement continu des activités en Chine avec l'ouverture du premier studio de codage de mouvement à Beijing, fruit d'un partenariat avec State Production Base of China Film Co. Ltd, ainsi qu'une entente de distribution avec Link DC China et le lancement d'un premier auditorium complet équipé de notre technologie avec Shanghai Bestar Cinemas Management Co. Ltd.
  - ✓ Importante entente de distribution exclusive avec une filiale de Gold Finance Group pour la distribution et la promotion en Chine de son système de cinéma maison haut de gamme pour des revenus pouvant atteindre 22 M US $.
  - ✓ Rôle clé dans une multitude d'initiatives en réalité virtuelle (RV) avec Ubisoft, Fox Innovation Lab, VRC, HTC Viveland, mk2, Samsung et plusieurs autres. D-BOX a aussi contribué à l'ouverture de l'ultramoderne *IMAX VR Experience Centre* à Los Angeles.
  - ✓ Récemment mandatée par la National Football League (NFL), *NFL Experience Times Square*, pour prendre part à la création du Cirque du Soleil d'une exaltante expérience immersive à la fine pointe de la technologie en plein cœur de la ville de New York.
- Développements dans le marché de la simulation et formation :
  - ✓ Lancement de la deuxième génération d'actuateurs (D-BOX Gen II) pour le marché de la simulation et formation. Cette récente évolution des solutions de mouvement permet aux utilisateurs un degré de créativité

et de flexibilité sans précédent tout en ouvrant de nouveaux marchés pour D-BOX.

- ✓ Ouverture du plus grand centre de simulateurs de mouvement en course automobile à Mirabel, Canada avec ICAR, complexe multidisciplinaire ultra moderne au Canada.

- ✓ Commandes additionnelles de John Deere et avec d'autres clients existants ainsi que des ententes avec des nouveaux clients.

5. PERSPECTIVES

D-BOX priorise deux axes majeurs de développement : le marché du divertissement et le marché de la simulation et formation, ceux-ci ayant chacun leurs sous-marchés respectifs. À la lumière de ses activités de développement des affaires dans ces deux marchés, D-BOX anticipe que la tendance à long terme de ses revenus devrait se maintenir. De concert avec cette croissance prévisible des revenus, D-BOX prévoit augmenter de façon graduelle le niveau de ses charges d'exploitation qui supporteront, notamment, l'accélération de la pénétration du marché chinois et la commercialisation de nouvelles innovations technologiques. Cette stratégie viendrait solidifier la position de D-BOX dans certains sous-marchés spécifiques et faciliter la pénétration de nouveaux marchés.

Avec l'avènement du monde de la réalité virtuelle et l'expertise de D-BOX dans le domaine de la simulation immersive de mouvement, D-BOX a développé de façon active de nouvelles applications pour la réalité virtuelle et d'autres marchés clés. De facto, D-BOX est bien positionné pour devenir un acteur important dans l'industrie de la réalité virtuelle étant donné que sa technologie peut réduire les symptômes de vertiges souvent associés aux mouvements dans ce genre d'expériences. Ceci pourrait être le chaînon manquant qui résoudra l'un des principaux défis que la réalité virtuelle doit surmonter. D-BOX est particulièrement enthousiaste de faire partie de cette nouvelle tendance étant donné que le marché de la réalité virtuelle pourrait bientôt atteindre plusieurs milliards de dollars selon de nombreuses sources de l'industrie.

6. PROFIL DE L'ENTREPRISE

D-BOX conçoit, fabrique et commercialise des systèmes de mouvement à la fine pointe de la technologie, destinés au marché du divertissement et au marché de la simulation et formation. Cette technologie unique et brevetée utilise des codes de mouvement programmés spécifiquement pour chaque contenu visuel et dirigés vers un système de mouvement intégré dans une plate-forme, un siège ou tout autre produit. Les mouvements qui en résultent sont parfaitement synchronisés au visuel à l'écran, créant ainsi une expérience immersive d'un réalisme sans précédent.

Trois éléments produisent le mouvement synchronisé en parfaite harmonie avec les images et le son :

1. la création des effets de mouvement formant le code de mouvement appelé D-BOX Motion Code;

2. un contrôleur de mouvement servant d'interface entre le contenu visuel (films, jeux vidéo, simulation et formation, parcs d'amusement) et le système de mouvement D-BOX; et

3. le système de mouvement D-BOX qui est composé, entre autres, de pistons électromécaniques (actuateurs) intégrés dans une plateforme, siège ou autres types d'équipement.

Au 31 mars 2017, D-BOX comptait 122 employés comparativement à 100 employés au 31 mars 2016.

7. STRATÉGIE DE L'ENTREPRISE

La Société est une référence mondiale dans la conception de systèmes de mouvement immersif non distractif. Elle est également dans une position unique de faire partie et d'agir en tant que facteur de différenciation pour les technologies de réalité virtuelle et les expériences à venir.

D-BOX continue à développer la notoriété de sa marque en plus d'offrir un actif différenciateur générant des revenus dans divers secteurs d'activités. La Société vise deux marchés distincts pour ses systèmes de mouvement à la fine pointe de la technologie : le marché du divertissement et le marché de la simulation et formation.

Exemples d'applications

Marché du divertissement	Marché de la simulation et formation
• Cinéma en salle • Divertissement à domicile : o Cinéma à domicile o Jeux vidéo • Divertissement thématique : o Arcades o Musées et planétariums o Parcs d'amusement	• Simulation et formation pour : o Automobile o Équipements lourds/grues o Santé o Simulation de course o Simulateurs de vol
• Réalité virtuelle pour le marché du divertissement et le marché de la simulation et formation	

7.1 Modèles de revenus

Les modèles de revenus de la Société proviennent principalement :

1. de la vente ou de la location des systèmes de mouvement D-BOX, incluant les contrôleurs de mouvement et des serveurs informatiques dans le cas d'installations d'envergure comme les salles de cinéma;

2. des droits d'utilisation (licence) de la technologie D-BOX lors de la vente de billets à l'admission dans les salles de cinéma équipées de notre technologie, pour visionner un film codé par D-BOX, ainsi que des revenus de maintenance associés à l'utilisation des systèmes;

3. de la vente directe de systèmes de mouvement à un réseau de revendeurs spécialisés, des intégrateurs, équipementiers ou des fabricants de sièges qui commercialisent la technologie D-BOX sous leur propre marque (équipementiers d'origine « OEM »). Cette méthode de commercialisation présente notamment l'avantage de minimiser les frais de ventes et de marketing; et

4. des droits de codage de contenu visuel.

7.2 Stratégie de croissance / Marché du divertissement

La Société poursuit constamment des négociations auprès de propriétaires de salles de cinéma afin d'accroître le nombre de salles de cinéma équipées de sa technologie.

En parallèle, la Société mise toujours sur ses relations privilégiées et sa crédibilité établies auprès des principaux studios d'Hollywood et de certains studios asiatiques et européens afin d'obtenir de plus en plus de contenu pour ses salles de cinéma. La Société est d'avis que l'accroissement de l'offre de films a un effet direct sur le nombre de salles équipées et que les revenus de box-office par salle équipée de systèmes de mouvement D-BOX agissent à titre d'élément motivateur pour :

1. accélérer le déploiement de sa technologie auprès de nouveaux exploitants de salles qui veulent ajouter un élément distinctif à leur offre;

2. favoriser la vente de sa technologie auprès d'exploitants de salles de cinéma actuels qui souhaitent équiper plus d'un de leurs complexes ou encore équiper plus d'une salle dans un même complexe;

3. entraîner des ventes de systèmes de mouvement pour la clientèle du divertissement à domicile haut de gamme qui veut vivre l'expérience D-BOX dans le confort de leur demeure;

4. encourager des clients du jeu vidéo à s'équiper de sièges munis d'actuateurs D-BOX permettant ainsi d'ajouter une nouvelle dimension immersive à leur expérience de jeu; et

5. faire connaître la technologie auprès de clients potentiels dans le secteur de la simulation et formation.

Au 31 mars 2017, 38 exploitants (36 % de tous les exploitants) ont plus d'un complexe qui intègre la technologie D-BOX et 163 localisations (39 % de toutes les localisations) ont plus d'une salle dans un même complexe incorporant notre technologie.

Un nombre supérieur de salles a un impact direct sur l'offre des studios qui est basée sur un modèle d'affaires avantageux pour tous les intervenants qui se partagent les nouveaux revenus générés par la technologie D-BOX.

L'accès au contenu est un élément-clé pour accélérer le déploiement de la technologie D-BOX. La Société continue à développer des relations d'affaires avec de nouveaux fournisseurs de contenu pour le cinéma et le

jeu vidéo. Entre autres, plus de 250 films présentés en salle ont été codés à ce jour dont plus de 110 se classant numéro un au box-office lors du week-end de lancement.

L'expérience D-BOX dans les salles de cinéma poursuivra une progression marquée suite au déploiement de sa technologie. Cette vision est renforcée par le fait que la Société a codé, de façon continue, le contenu des grands studios majeurs en plus d'avoir procédé au codage de contenus locaux dans certains pays où D-BOX est maintenant présente. De plus, elle a fait ses preuves tant sur le plan technique que commercial et a reçu de nombreux prix au cours des dernières années.

Cependant, certains facteurs saisonniers peuvent avoir un impact sur le déploiement de nouveaux systèmes de mouvement D-BOX destinés au cinéma en salle. Le taux de croissance des activités dans ce sous-marché ne sera pas nécessairement linéaire mais plutôt sujet à une certaine volatilité sur la base de trimestres consécutifs.

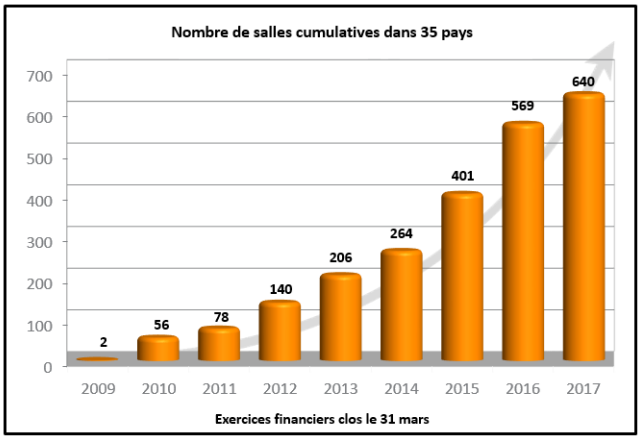
À cet égard, la Société rappelle qu'elle demeure sujette à un certain nombre d'autres risques et incertitudes concernant ses opérations (se reporter à la rubrique 18 « Risques et incertitudes »).

Le développement des affaires auprès des chaînes de cinéma est assuré par une équipe interne de développement d'affaires et quelques partenaires externes dans certains pays. De plus, les représentants de la Société continuent de participer à des foires commerciales d'importance. La Société croit que le marché du divertissement est un très bon moyen de démontrer sa technologie au plus grand nombre de gens possible, dégage des revenus significatifs par les droits de licence sur l'utilisation de la technologie en fonction des primes demandées sur les billets d'admission en salle, par la vente ou la location de systèmes de mouvement, ainsi que par les revenus de maintenance des systèmes de mouvement. Cette stratégie permet d'augmenter de façon importante la notoriété de la marque.

À titre d'instrument de mesure de la réalisation de ses objectifs de déploiement à l'égard des chaînes de cinéma, la Société tient compte de la progression des systèmes de mouvement installés en plus du carnet de commandes. D'un point de vue pratique, la Société définit le carnet de commandes comme suit : un engagement ou une commande reçue pour des systèmes de mouvement dans le cadre d'une entente contractuelle et dont l'installation est prévue à l'intérieur d'une période de 24 mois.

Au 31 mars 2017, le total des salles installées ou en commande a augmenté de 12 % et s'élevait à 640 comparativement à 569 il y a un an.

Croissance des salles de cinéma installées ou en commande au 31 mars 2017



À l'égard des produits destinés au divertissement à domicile haut de gamme, la Société vise à :

1. vendre des produits sous sa propre marque et sous des marques d'équipementiers d'origine, d'intégrateurs et de revendeurs;

2. augmenter l'offre de contenu codé par D-BOX; et

3. créer des produits et former des partenariats avec des joueurs stratégiques qui permettent une pénétration progressive de ce marché.

En résumé, D-BOX a démontré à ce jour :

- que les cinéphiles sont prêts à payer une prime sur le coût d'un billet d'admission pour vivre l'expérience immersive non distractive;

- qu'elle génère une source d'achalandage et de revenus additionnels pour les exploitants de salles de cinéma, leur permettant ainsi de se distinguer par rapport à la compétition et d'accroître leurs

revenus (revenus (i) directs provenant de la vente de billets pour la zone D-BOX, et (ii) indirects provenant de la vente d'aliments et boissons);

- qu'elle procure une visibilité et une source de revenus additionnelle pour les studios; et
- qu'elle offre une solution pour réduire les symptômes de vertiges associés à l'expérience de la réalité virtuelle.

7.3 Stratégie de croissance / Marché de la simulation et formation

Le marché de la simulation et formation contribue de manière significative à la notoriété globale de la marque D-BOX, éveillant ainsi l'intérêt des consommateurs au réalisme et à l'efficacité de façon à créer une demande grandissante pour l'expérience D-BOX dans d'autres sous-marchés tels que : l'automobile, la défense, les simulateurs de vol, les équipements lourds/grues, la simulation de course et la santé. La Société mobilise des ressources qui se consacrent au développement de ce marché d'affaires en vue d'identifier de nouveaux partenaires et de répondre à leurs demandes.

À l'égard des produits destinés aux utilisateurs de la simulation industrielle, la Société poursuit sa mission de vendre des produits sous sa propre marque et sous des marques d'équipementiers d'origine, d'intégrateurs et de revendeurs, et d'adapter les produits en fonction des demandes spécifiques de manufacturiers de façon à pénétrer de nouveaux marchés.

Au cours des dernières années, la Société a multiplié sa présence à des foires commerciales et industrielles, lesquelles ont contribué à faire connaître D-BOX et sa technologie de mouvement.

La Société a récemment développé des systèmes de mouvement adaptés aux besoins du marché de la simulation et formation et les revenus devraient continuer à s'accélérer au fur et à mesure que les nouveaux actuateurs développés gagnent en popularité auprès de nouveaux clients et des clients existants.

La Société dédie une équipe au développement et au maintien de ce marché afin d'identifier de nouveaux clients potentiels et de répondre adéquatement à leurs demandes. Parmi les principaux critères recherchés chez un nouveau client et/ou distributeur, on retrouve : un réseau de distribution international efficace, une excellente renommée dans le marché et un désir de consacrer les ressources et les efforts requis pour générer de nouveaux revenus importants.

8. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à deux mesures non conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) : 1) le BAIIA ajusté et 2) le bénéfice brut excluant l'amortissement. Bien que ces mesures fournissent de l'information utile et complémentaire, elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et sont peu susceptibles d'être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

1) Le BAIIA ajusté fournit de l'information utile et complémentaire, permettant notamment d'évaluer la rentabilité et la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie avec les activités d'exploitation. Il inclut le bénéfice net (la perte nette) mais exclut les éléments sans effet sur la trésorerie et ce qui suit : le gain ou la perte de change, les charges financières, les intérêts créditeurs et les impôts sur le résultat.

   Le tableau suivant explique le rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice net (à la perte nette).

	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2017	**2016**	**2017**	**2016**
Bénéfice net (perte nette)	**(2 892)**	(187)	**286**	(406)
Amortissement des immobilisations corporelles	**2 198**	2 333	**343**	528
Amortissement des actifs incorporels	**602**	536	**156**	137
Amortissement des autres actifs	**9**	114	**—**	10
Radiation d'immobilisations corporelles	**13**	167	**3**	9
Charge au titre des paiements fondés sur les actions	**132**	224	**38**	46
Perte (gain) de change	**(26)**	4	**2**	456
Résultat financier (charges financières moins intérêts créditeurs)	**470**	379	**129**	135
Impôts sur le résultat	**6**	28	**6**	29
BAIIA ajusté	**512**	3 598	**963**	944

2) Le bénéfice brut excluant l'amortissement permet aussi d'évaluer la capacité de la Société à générer de

la trésorerie par la vente de ses produits en considérant le coût des produits mais en excluant le principal élément non monétaire soit l'amortissement (voir le tableau expliquant le rapprochement du bénéfice brut excluant l'amortissement au bénéfice brut à la page 10).

9. PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Les tableaux suivants présentent certaines données financières importantes pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2017 en les comparant avec les mêmes périodes de l'exercice précédent.

Données sur l'état consolidé du bénéfice net (de la perte nette) et des autres éléments du résultat global	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
Revenus	**31 409**	29 042	**10 613**	8 612
Bénéfice brut excluant l'amortissement*	**18 119**	17 055	**6 126**	4 794
Bénéfice net (perte nette)	**(2 892)**	(187)	**286**	(406)
BAIIA ajusté*	**512**	3 598	**963**	944
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	**(0,017)**	(0,001)	**0,001**	(0,002)

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 7.

Données sur l'état consolidé des flux de trésorerie	Exercice clos le 31 mars	
	2017	2016
Biens destinés à la location	**(2 930)**	(1 086)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**(5 545)**	1 723
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(660)**	(968)
Acquisition d'actifs incorporels	**(1 709)**	(875)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**293**	9 836

Le tableau suivant présente certaines données financières importantes du bilan consolidé au 31 mars 2017 et au 31 mars 2016.

Données du bilan consolidé	Au 31 mars 2017	Au 31 mars 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**8 867**	16 454
Stocks	**8 334**	5 016
Fonds de roulement	**16 707**	21 455
Actif total	**35 031**	37 200
Passif à court terme	**6 623**	6 677
Dette à long terme	**4 549**	4 420
Capitaux propres	**23 605**	26 103

10. RÉSULTATS D'EXPLOITATION

10.1 Revenus

Les revenus de l'exercice clos le 31 mars 2017 se sont chiffrés à 31 409 k $, une hausse de 8 % comparativement à 29 042 k $ pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

Pour le marché du divertissement, les revenus sont composés des ventes de systèmes de mouvement D-BOX aux exploitants de salles de cinéma, des revenus de droits d'utilisation, de location et de maintenance sur la vente de billets générés par le cinéma en salle, des ventes de systèmes à des clients pour le divertissement à domicile et des ventes de systèmes à des clients du divertissement thématique.

Les revenus sont également composés de ventes de systèmes de mouvement aux clients du marché de la simulation et formation qui commercialisent sous leurs propres marques les systèmes de mouvement D-BOX.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, le marché du divertissement a généré des revenus en hausse de 4 % à 25 776 k $ comparativement à des revenus de 24 725 k $ réalisés l'an dernier. Les revenus provenant du cinéma en salle ont diminué de 13 % passant de 19 762 k $ en 2016 à 17 172 k $ cette année. Ces revenus sont composés de i) la vente de systèmes de mouvement D-BOX qui ont diminué de 22 % à 10 359 k $ (13 238 k $ en 2016) et ii) de revenus de droits d'utilisation, de location et de maintenance sur la vente de billets générés par le cinéma en salle qui ont augmenté de 4 % à 6 813 k $ (6 524 k $ en 2016). Cette diminution de la vente de systèmes de mouvement s'explique par une nouvelle tendance du marché pour l'installation de fauteuils inclinables dans certains marchés géographiques et qui occasionne un délai dans la livraison des commandes.

Il est bon de rappeler que les revenus provenant des droits d'utilisation, de location et de maintenance varient d'une période à une autre, notamment en fonction des éléments suivants :

- la performance au box-office des films présentés, laquelle peut varier considérablement d'un film à l'autre;

- le partage des revenus entre les exploitations de salles de cinéma et les studios;
- la performance individuelle des exploitants de salles de cinéma;
- le nombre moyen de systèmes de mouvement D-BOX installés, lequel est en constante progression;
- le nombre de représentations d'un film D-BOX en salle par semaine, lequel varie dépendamment du pays dans lequel le film est présenté ou même d'un exploitant à un autre; et
- le nombre de semaines pendant lequel un film est joué, cette durée pouvant notamment varier d'un pays à un autre étant donné une date différente de lancement et la volonté d'un exploitant de salles de cinéma de présenter un film sur une période plus ou moins longue.

Au 31 mars 2017, 583 salles à travers le monde étaient installées comparativement à 442 salles à la même date l'an dernier.

Le marché du divertissement inclut aussi les ventes de systèmes pour le divertissement à domicile et les ventes de systèmes pour le divertissement thématique. Les ventes du marché du divertissement à domicile ont augmenté de 122 % à 3 237 k $ (1 461 k $ l'an dernier) et provient essentiellement de l'entente de distribution exclusive annoncée en novembre 2016 avec Hangzhou JC City Management Investment Group Limited, une filiale en propriété exclusive de Gold Finance Group, pour la distribution et la promotion en Chine de systèmes de cinéma maison haut de gamme D-BOX.

Les revenus provenant du marché du divertissement thématique ont augmenté de 53 % à 5 367 k $ (3 502 k $ l'an dernier) et s'explique par des ventes faites auprès de nouveaux clients ainsi que des ventes additionnelles faites auprès de clients actuels.

Pour le marché de la simulation et formation, notre stratégie de développement consiste à vendre notre technologie de systèmes de mouvement à des clients afin que ceux-ci l'intègrent dans leurs produits. Les ventes sont générées entre autre par la présence à des foires commerciales et industrielles, qui contribue à faire connaître la technologie D-BOX et la présentation de films en salle incorporant le code de mouvements D-BOX qui vient créer une demande grandissante pour l'expérience D-BOX dans divers autres sous-marchés.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, les ventes de systèmes de mouvement destinés au marché de la simulation et formation se sont élevées à 5 633 k $, soit une hausse de 30 % comparativement à 4 317 k $ réalisées l'an dernier. L'augmentation des ventes est principalement due par la vente de systèmes à des clients dans les sous-marchés des équipements lourds/grues, de l'automobile et du jeu.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2017, les revenus se sont élevés à 10 613 k $ comparativement à 8 612 k $ pour la même période de l'an dernier. Cette hausse de 23 % s'explique par une augmentation de 18 % des revenus provenant du marché du divertissement à 8 671 k $ (7 376 k $ en 2016) et d'une augmentation de 57 % des ventes provenant du marché de la simulation et formation à 1 942 k $ (1 236 k $ en 2016). L'augmentation de 18 % dans le marché du divertissement est principalement due à une croissance des revenus de l'ordre de 373 % des ventes de systèmes de mouvement pour le marché du divertissement à domicile suite à l'entente de distribution exclusive annoncée en novembre 2016 avec Hangzhou JC City Management Investment Group Limited ainsi qu'à la croissance de 144 % des ventes de systèmes de mouvement pour le marché du divertissement thématique à des nouveaux clients et à des clients actuels. Ces augmentations sont compensées par une baisse de 19 % des revenus du cinéma en salle provenant du délai dans la livraison des commandes dû à la nouvelle tendance du marché pour l'installation de fauteuils inclinables dans certaines régions géographiques. L'augmentation de 57 % du marché de la simulation et formation provient principalement se systèmes vendus à un intégrateur dans le secteur du jeux.

10.2 Bénéfice brut

Le tableau suivant explique le rapprochement du bénéfice brut excluant l'amortissement au bénéfice brut.

	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2017	**2016**	**2017**	**2016**
Revenus	**31 409**	29 042	**10 613**	8 612
Bénéfice brut	**16 233**	14 842	**5 875**	4 321
Amortissement rattaché au coût des produits vendus	**1 886**	2 213	**251**	473
Bénéfice brut excluant l'amortissement*	**18 119**	17 055	**6 126**	4 794
Marge brute excluant l'amortissement	**58 %**	59 %	**58 %**	56 %

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 7.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, le bénéfice brut est en hausse de 9 % à 16 233 k $ comparativement à 14 842 k $ pour l'exercice financier précédent. Excluant l'amortissement rattaché au coût des produits vendus, le bénéfice brut a augmenté de 6% et s'est élevé à 18 119 k $ (58 % des revenus) comparativement à 17 055 k $ (59 % des revenus) l'an dernier. Cette hausse de 6 % du bénéfice brut excluant l'amortissement est expliquée principalement par une augmentation des ventes de 8 %, à la composition des marges des différents produits vendus ainsi qu'aux coûts additionnels de production.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2017, le bénéfice brut s'est élevé à 5 875 k $ comparativement à 4 321 k $ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Excluant l'amortissement rattaché au coût des produits vendus, le bénéfice brut s'est élevé à 6 126 k $ (58 % des revenus) comparativement à 4 794 k $ (56 % des revenus) l'an dernier. Cette augmentation de 28 % de la marge brute s'explique principalement par une croissance de 23 % des ventes qui ont contribuées à améliorer la marge brute à 58 % cette année en absorbant les coûts fixes de production (marge brute de 56 % l'an dernier).

10.3 Charges d'exploitation

Frais de ventes et marketing : Les frais de ventes et marketing se composent principalement des coûts liés au personnel incluant la charge au titre des paiements fondés sur les actions, des honoraires professionnels, des frais de publicité et du matériel promotionnel aux points de vente et des frais de participation à des foires commerciales. Ils incluent aussi les frais relatifs aux codes de mouvement et autres frais de marketing.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, les frais de ventes et marketing ont augmenté de 41 % à 10 167 k $ (32 % des revenus) comparativement à 7 230 k $ (25 % des revenus) l'an dernier. Cette hausse s'explique par une augmentation des coûts liés au personnel, aux honoraires professionnels et aux autres frais de marketing. Au cours de l'année, nos efforts en ventes et marketing ont contribué à augmenter la notoriété de la marque dans les 35 pays où se trouve D-BOX pour le marché du divertissement incluant aussi notre récente présence en Chine.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2017, les frais de ventes et marketing ont augmenté de 53 % à 2 993 k $ (28 % des revenus), comparés à 1 955 k $ (23 % des revenus) pour le même trimestre de l'année précédente. Cette augmentation s'explique principalement par les raisons mentionnées ci-dessus.

Frais d'administration : Les frais d'administration se composent notamment des coûts liés au personnel incluant la charge au titre des paiements fondés sur les actions, des honoraires professionnels et des autres frais généraux et administratifs.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, les frais d'administration se sont élevés à 5 672 k $ (18 % des revenus) comparativement à 4 523 k $ (16 % des revenus) pour l'exercice financier clos le 31 mars 2016. Cette augmentation de 25 % s'explique essentiellement par l'augmentation des coûts liés au personnel, par des honoraires professionnels additionnels relatifs au recrutement et aux coûts de brevets et par la rémunération des administrateurs.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2017, les frais d'administration se sont élevés à 1 736 k $ (16 % des revenus) comparativement à 1 412 k $ (16 % des revenus) pour le trimestre clos le 31 mars 2016. Cette augmentation de 23 % s'explique en majeure partie par l'augmentation des coûts liés au personnel.

Frais de recherche et développement : Les frais de recherche et développement incluent principalement les coûts liés au personnel, l'amortissement des actifs et des brevets, les autres coûts liés à l'amélioration des

produits existants ainsi qu'aux frais d'adaptation des produits aux diverses normes internationales, moins les crédits d'impôt à l'investissement.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, les frais de recherche et développement se sont élevés à 2 836 k $ (9 % des revenus) montant similaire à 2 865 k $ (10 % des revenus) enregistré l'an dernier.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2017, les frais de recherche et développement se sont élevés à 723 k $ (7 % des revenus), en diminution comparativement à 740 k $ (9 % des revenus) pour le même trimestre de l'an dernier.

Gain ou perte de change : Le gain ou la perte de change résulte principalement de la fluctuation de la devise canadienne par rapport à la devise américaine lors de la conversion des opérations en devise américaine au cours du jour de la transaction et des actifs et passifs monétaires libellés en devise américaine au cours de clôture.

Ainsi pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, le gain de change s'est élevé à 26 k $ comparativement à une perte de change de 4 k $ l'an dernier. La fluctuation de change s'explique par la volatilité de la devise canadienne par rapport à la devise américaine survenue au cours de l'année.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2017, la perte de change s'est élevée à 2 k $ comparativement à une perte de change de 456 k $ pour le même trimestre de 2016. La fluctuation de change s'explique par la volatilité de la devise canadienne par rapport à la devise américaine survenue au cours de ces deux trimestres.

10.4 Résultat financier

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, les charges financières nettes des intérêts créditeurs se sont élevées à 470 k $ comparé à 379 k $ l'an dernier. L'augmentation des charges financières provient principalement de la charge d'intérêts liée à la dette à long terme émise en août 2015.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2017, les charges financières nettes des intérêts créditeurs se sont élevées à 129 k $ comparativement à 135 k $ l'an dernier.

10.5 Impôts sur le résultat

En ce qui concerne la comptabilisation de ses impôts différés, la Société a conclu qu'une provision pour moins-value équivalente aux montants des actifs d'impôts différés devait être comptabilisée.

Au 31 mars 2017, la Société a accumulé des reports en avant de pertes nettes d'exploitation aux fins des impôts de 32 890 k $ au fédéral, de 32 902 k $ au Québec et aux États-Unis de 3 542 k $ en plus d'autres actifs d'impôts différés non comptabilisés mentionnés à la note 13 des états financiers consolidés.

10.6 Bénéfice net (perte nette)

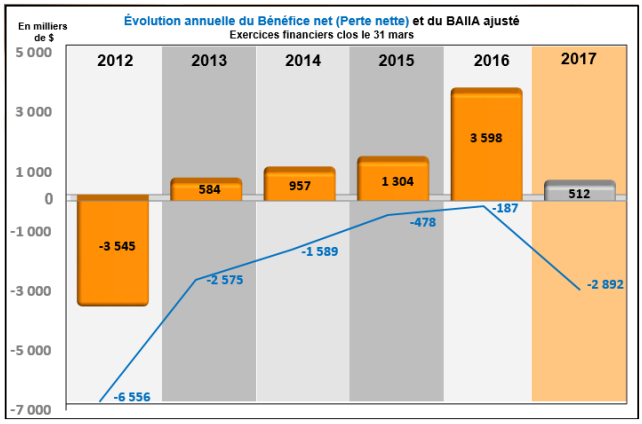
La perte nette pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017 s'est élevée à 2 892 k $ (perte nette de base et diluée par action de 0,017 $) en comparaison à une perte nette de 187 k $ (perte nette de base et diluée par action de 0,001 $ pour 2016). Cette augmentation de la perte nette est principalement attribuable aux frais de ventes et marketing reliés à la pénétration du marché chinois, le déploiement du cinéma en salle et les coûts pour supporter les innovations technologiques.

Pour le quatrième trimestre, le bénéfice net s'est élevé à 286 k $ (bénéfice net de 0,001 $ par action), comparativement à une perte nette de 406 k $ (perte nette de base et diluée de 0,002 $ par action) pour le même trimestre en 2016.

11. BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté inclut le bénéfice net (la perte nette) et exclut les éléments sans effet sur la trésorerie, le gain ou la perte de change, les charges financières, les intérêts créditeurs et les impôts sur le résultat.

Cette mesure fournit de l'information utile et complémentaire, permettant notamment d'évaluer la rentabilité et les flux monétaires générés par les activités d'exploitation.



Depuis l'exercice financier de 2013, D-BOX a maintenu un BAIIA ajusté positif, en lien avec la croissance soutenue de ses revenus et un contrôle serré de ses dépenses d'exploitation.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, le BAIIA ajusté s'est élevé à 512 k $ comparé à 3 598 k $ l'an dernier.

Pour le quatrième trimestre, le BAIIA ajusté s'est élevé à 963 k $ comparativement à un BAIIA ajusté de 944 k $ pour la même période l'an dernier.

12. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 mars 2017, l'actif total s'établissait à 35 031 k $ comparativement à 37 200 k $ au 31 mars 2016. Cet écart s'explique principalement par une diminution de 7 587 k $ de la trésorerie et équivalents de trésorerie tel qu'expliqué plus loin dans les activités d'exploitation.

Le fonds de roulement s'est élevé à 16 707 k $ au 31 mars 2017 par rapport à 21 455 k $ au 31 mars 2016. Les débiteurs, essentiellement composés de comptes clients, de crédits d'impôt à l'investissement et des taxes à la consommation à recevoir, ont diminué à 5 517 k $, comparativement à 6 159 k $ au 31 mars 2016.

Les stocks ont augmenté à 8 334 k $ comparativement à 5 016 k $ au 31 mars 2016. Cette hausse provient de la croissance des revenus pour les deux marchés du divertissement et de la simulation et formation ainsi que la nouvelle tendance du marché pour les fauteuils inclinables.

Le passif à court terme a diminué de 54 k $ à 6 623 k $ au 31 mars 2017 comparé à 6 677 k $ au 31 mars 2016. Le passif à court terme est composé des créditeurs et charges à payer qui ont diminué de 1 108 k $ à 5 006 k $. Cette diminution s'explique principalement par les coûts liés à la rémunération et des comptes fournisseurs à la fin de l'exercice 2017 comparé au 31 mars 2016.

12.1 Activités d'exploitation

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation se sont élevés à 5 545 k $ comparativement à des flux de trésorerie générés de 1 723 k $ pour l'exercice financier précédent. Cet écart de 7 268 k $ dans les flux de trésorerie utilisés est principalement le résultat d'une diminution de 2 369 k $ dans les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant la variation des éléments du fonds de roulement, ainsi que les flux de trésorerie requis pour le fonds de roulement. L'écart des flux de trésorerie requis pour le fonds de roulement s'est élevé à 4 899 k $ et provient essentiellement des créditeurs et charges à payer (3 424 k $), des stocks (2 454 k $), des biens destinés à la location (1 844 k $) moins les flux de trésorerie générés par la diminution des débiteurs (2 050 k $).

12.2 Activités d'investissement

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 2 369 k $ comparativement à 1 843 k $ pour l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement comprennent l'acquisition d'immobilisations corporelles qui ont diminué de 308 k $ à 660 k $ (968 k $ en 2016) et des

investissements dans les actifs incorporels qui ont augmenté de 834 k $ à 1 709 k $ (875 k $ en 2016).

12.3 Activités de financement

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2017, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré des liquidités de 293 k $ et est expliqué principalement par l'émission de 1 021 667 options d'achat d'actions de catégorie A pour un montant total de 293 k $. Un montant de 215 k $ représentant la juste valeur initiale des options d'achat d'actions a été ajouté au capital social et a réduit la réserve rattachée aux paiements fondés sur les actions.

Au cours de l'exercice financier clos le 31 mars 2016, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré des liquidités de 9 836 k $ et s'explique comme suit :

Émission d'une dette à long terme : Le 5 août 2015, la Société a émis un prêt et 4 500 000 bons de souscription en contrepartie d'un montant net de 4 869 k $, déduction faite des frais de financement au montant de 131 k $. Chaque bon de souscription permet au porteur de souscrire à une action ordinaire de catégorie A au prix de 0,50 $ par action pour une période de 48 mois se terminant le 5 août 2019. Le prêt porte intérêt payable trimestriellement au taux de 7 % ou 10 % selon des conditions particulières et vient entièrement à échéance le 5 février 2020 et peut être remboursé en tout temps par la Société. Le prêt est garanti et contient certaines restrictions dont limiter la Société à contracter des dettes additionnelles, verser des dividendes et faire d'autres distributions. Le prêt est garanti par une hypothèque visant l'universalité des actifs (sauf la propriété intellectuelle) de la Société et de ses filiales.

Un montant du produit brut de 527 k $, déduction faite des frais de financement, a été attribué aux bons de souscription. Les frais de financement liés à la dette à long terme sont capitalisés en réduction de la dette à long terme et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais de financement liés aux bons de souscription sont capitalisés en réduction des capitaux propres.

Au 31 mars 2017, le taux d'intérêt effectif de la dette à long terme était de 10,7 % et la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives.

Émission d'actions : Le 18 décembre 2015, la Société a émis 11 111 111 actions ordinaires de catégorie A et 8 333 333 bons de souscription pour un produit brut de 5 000 k $. Chaque bon de souscription confère à son porteur le droit de souscrire à une action ordinaire de catégorie A au prix de 0,60 $ pendant une période 18 mois se terminant le 18 juin 2017. Le produit brut a été alloué aux actions et aux bons de souscription au prorata de leurs justes valeurs estimatives respectives. Par conséquent, une valeur de 435 k $ a été accordée aux bons de souscription et une valeur de 4 565 k $ a été ajoutée au capital social. Les frais d'émission de 40 k $ ont été alloués aux actions et aux bons de souscription au prorata de leurs justes valeurs estimatives respectives. Par conséquent, un montant de 37 k $ a été déduit des capitaux propres et un montant de 3 k $ a été déduit des bons de souscription.

Au cours de la période, la Société a émis 33 333 actions ordinaires de catégorie A lors de l'exercice d'options d'achat d'actions en contrepartie d'espèces totalisant 7 k $. Un montant de 4 k $ représentant la juste valeur initiale des options d'achat d'actions a été ajouté au capital social et a réduit la réserve rattachée aux paiements fondés sur les actions.

12.4 Capitaux propres

Les capitaux propres ont diminué de 2 498 k $ à 23 605 k $ au 31 mars 2017 comparativement à des capitaux propres de 26 103 k $ au 31 mars 2016. La diminution des capitaux propres provient principalement de la perte nette de 2 892 k $ réalisée au cours de l'exercice financier.

13. INFORMATION TRIMESTRIELLE

Les résultats d'exploitation pour chacun des huit derniers trimestres sont présentés dans le tableau suivant :

	2017				2016			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus provenant du marché du divertissement								
Exploitants de salles de cinéma :								
- Vente de systèmes	3 381	1 254	2 508	3 216	4 880	3 586	2 208	2 564
- Droits d'utilisation, location et maintenance	1 713	2 076	1 384	1 640	1 427	1 628	1 193	2 276
	5 094	3 330	3 892	4 856	6 307	5 214	3 401	4 840
Vente de systèmes pour le divertissement à domicile	2 006	536	285	410	424	472	233	332
Vente de systèmes pour le divertissement thématique	1 571	1 356	1 320	1 120	645	1 466	663	728
Total des revenus du marché du divertissement	**8 671**	**5 222**	**5 497**	**6 386**	**7 376**	**7 152**	**4 297**	**5 900**
Revenus provenant du marché de la simulation et formation	**1 942**	**1 581**	**834**	**1 276**	**1 236**	**1 069**	**724**	**1 288**
REVENUS TOTAUX	**10 613**	**6 803**	**6 331**	**7 662**	**8 612**	**8 221**	**5 021**	**7 188**
BAIIA ajusté *	963	(595)	(295)	439	944	1 371	132	1 151
Bénéfice net (perte nette)	286	(1 638)	(1 114)	(426)	(406)	397	(208)	30
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	0,001	(0,009)	(0,007)	(0,002)	(0,002)	0,002	(0,001)	0,000
(en milliers) **Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires**	175 753	175,150	175 021	174 977	174 929	165 509	163 791	163 784

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » et au tableau du rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice net (perte nette) à la page 7.

La variation des revenus au cours des huit derniers trimestres provient entre autres de la croissance plus ou moins accentuée d'un trimestre à l'autre pour le marché du divertissement et celui de la simulation et formation. Plus particulièrement pour le marché du divertissement, les revenus fluctuent en fonction de la performance des films présentés.

14. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

La Société loue des locaux et des équipements conformément à des contrats de location-exploitation et s'est engagée à long terme pour l'achat de services. Les paiements minimaux pour les années futures sont les suivants :

	Baux	Autres engagements
2018	309	37
2019 à 2022	906	29
	1 215	**66**

Les dépenses liées aux contrats de location-exploitation de la Société s'établissaient à 451 k $ en 2017 (317 k $ en 2016) et sont garanties aux bailleurs par l'universalité des biens meubles et effets mobiliers, tant présents que futurs.

15. CAPITAL SOCIAL EN CIRCULATION (19 JUIN 2017)

	Actions ordinaires de catégorie A
Actions ordinaires de catégorie A en circulation	175 950 573
Instruments convertibles	
Options d'achat d'actions en circulation	14 095 845
Bons de souscription	6 500 000
	196 546 418

16. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS IMPORTANTS ET NOUVELLES PRISES DE POSITION EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ

L'établissement des états financiers consolidés conduit la direction de la Société à faire des jugements et des estimations et formuler des hypothèses susceptibles d'avoir une incidence tant sur les montants des actifs et des passifs à la date du bilan, que sur ceux des produits et des charges.

Jugements

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a exercé le jugement suivant qui a un effet important sur la valeur comptable des actifs et des passifs présentés dans les états financiers consolidés.

La Société est engagée, en tant que bailleur, dans des contrats de location de ses systèmes de mouvement. La Société a déterminé, sur la base de son évaluation des

modalités et conditions des ententes, telles que la durée des contrats de location, que la Société conserve la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des systèmes. La Société a donc comptabilisé ces contrats comme des contrats de location simple.

Estimations

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies à partir des expériences passées et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu dans le cadre de la détermination des valeurs comptables des actifs et des passifs.

Les montants définitifs figurant dans les futurs états financiers consolidés de la Société peuvent être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue. Les principales estimations retenues concernent la reconnaissance d'actifs d'impôts différés et de crédits d'impôt.

Pour de plus amples détails, voir la note 2.3 « Jugements et estimations importants » des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

Nouvelles prises de position en matière de comptabilité

Normes publiées mais non encore entrées en vigueur

La Société n'a pas appliqué les normes suivantes ou les modifications à certaines normes, qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur :

- L'IFRS 9, *Instruments financiers,* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, avec une application anticipée permise. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation dans l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture plus étroitement lié avec les activités de gestion des risques prises par les entités.
- L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients,* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, avec une application anticipée permise. L'IFRS 15 précise comment et quand une entité comptabilisera ses revenus et exige qu'elle divulgue davantage d'informations aux utilisateurs des états financiers. La norme fournit un modèle à cinq étapes fondées sur des principes à appliquer à tous les contrats avec les clients.
- IFRS 16, *Contrats de location,* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, avec une application anticipée permise si l'IFRS 15 a été appliquée ou est appliquée au même moment que l'IFRS 16. IFRS 16 établit les nouveaux principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location ainsi que les informations à fournir pour les deux parties impliquées au contrat. La norme comprend une méthode de comptabilisation unique pour les preneurs, sauf certaines exceptions. En particulier, les preneurs devront présenter la majorité de leurs contrats de location dans leurs bilans en comptabilisant des actifs liés au droit d'utilisation et les passifs financiers afférents.

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque sur les taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de l'évolution des taux d'intérêt pratiqués sur le marché.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur les équivalents de trésorerie qui rapportent des intérêts aux taux du marché. La Société n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Sur une base annuelle, une variation de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence nette sur la perte nette et le résultat global de 89 $ [165 $ au 31 mars 2016].

La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant le revenu d'intérêts gagné sur les fonds

excédentaires tout en maintenant les liquidités nécessaires à la poursuite de ses activités sur une base quotidienne. Les équivalents de trésorerie sont composés de titres de fonds de marché monétaire et d'autres instruments échéant à court terme.

Risque de crédit

La Société est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tierces parties. La Société évalue la solvabilité de ses clients afin de limiter le montant du crédit offert, le cas échéant, et établit une provision pour créances douteuses suffisante pour couvrir les pertes probables et raisonnablement estimées. En outre, la Société assure généralement ses soldes de débiteurs auprès d'Exportations et développement Canada. Au 31 mars 2017, un client représentait 9 % du total des comptes clients et 40 % des comptes clients étaient assurés à 90 % du solde à recevoir [au 31 mars 2016, un client représentait 42 % du total des comptes clients et 60 % des comptes clients étaient assurés à 90 % du solde à recevoir]. Par le passé, la Société n'a jamais eu à radier un montant appréciable de comptes clients. En date du 31 mars 2017, le total des comptes clients dus depuis plus de 90 jours était de 7 % [2 % en 2016]. La provision pour créances douteuses s'élevait à 33 k $ au 31 mars 2017 [7 k $ au 31 mars 2016]. Les débiteurs incluent les crédits d'impôt à l'investissement et les taxes à la consommation à recevoir qui sont recevables du gouvernement et ne sont pas exposés à un risque de crédit important. La trésorerie et les équivalents de trésorerie font l'objet de contrats avec un nombre restreint de banques à charte canadiennes.

L'exposition maximale aux risques de crédit pour les instruments financiers correspondait à leur valeur comptable aux 31 mars 2017 et 2016.

La Société a aussi vendu 15 % de ses revenus du marché du divertissement à un client [13 % à un client du marché du divertissement en 2016] et a vendu 16 % de ses revenus du marché de la simulation et formation à un client [16 % à un client du marché de la simulation et formation en 2016].

Notre capacité à recueillir des capitaux est influencée par certains risques et incertitudes (se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes »).

Risque de change

La Société court un risque de change en raison de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients, des dépôts et des créditeurs libellés en dollars américains. Au 31 mars 2017, les actifs financiers, consistant principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et des dépôts libellés en dollars américains, totalisaient respectivement 1 553 k $, 2 346 k $ et 200 k $ [respectivement 1 974 k $, 4 223 k $ et 201 k $ au 31 mars 2016] et les passifs financiers libellés en dollars américains totalisaient 1 030 k $ [1 937 k $ au 31 mars 2016]. Au 31 mars 2017, une augmentation ou une diminution de 10 % du taux de change de la devise américaine par rapport au dollar canadien aurait une incidence de 414 k $ [585 k $ au 31 mars 2016] sur la perte nette et le résultat global.

De plus, la Société a recours à des instruments financiers dérivés afin d'atténuer le risque de change. La Société a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture. Elle est toutefois d'avis que ces instruments dérivés couvrent en partie le risque de change connexe à l'égard de ces opérations. Au 31 mars 2017, la Société détenait des contrats de change d'une valeur nominale de 2 000 k $ en dollars américains lui permettant de vendre des devises américaines à des taux en dollars canadiens variant de 1,3130 à 1,3116, s'échelonnant du 30 juin au 30 septembre 2017. Au 31 mars 2016, la Société détenait des contrats de change d'une valeur nominale de 3 200 k $ en dollars américains lui permettant de vendre des devises américaines à des taux en dollars canadiens de 1,2938 à 1,3180 du 30 juin au 31 décembre 2016.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsque celles-ci sont exigibles. La Société gère ses liquidités de manière à régler ses passifs lorsqu'ils seront exigibles en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés. Au cours des derniers exercices, la Société a financé ses besoins en liquidités principalement par la vente de titres de créance et de participation et par l'émission d'actions. La Société dispose des liquidités suffisantes pour faire face à ses obligations de fonds de roulement et poursuivre ses activités pour les douze prochains

mois. Puisque les activités actuelles sont déficitaires, la Société pourrait nécessiter l'apport de capitaux supplémentaires pour poursuivre le développement et la commercialisation de sa technologie.

Au 31 mars 2017, les passifs financiers de la Société comportaient une échéance contractuelle de moins d'un an et correspondaient aux créditeurs et charges à payer et aux instruments financiers dérivés, pour un solde de 4 980 k $ [6 057 k $ au 31 mars 2016]. Le prêt porte intérêt payable trimestriellement au taux de 7 % ou 10 % selon des conditions particulières et vient entièrement à échéance le 5 février 2020.

18. Risques et Incertitudes

Nous sommes engagés dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les risques et les incertitudes sont décrits dans la Notice annuelle datée du 19 juin 2017 disponible sur SEDAR au www.sedar.com.

19. Contrôles de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Conformément au Règlement 52-109 sur l'*Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a produit des attestations signées par le président et chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que sur la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction a conçu les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à la connaissance du président et chef de la direction et du chef des finances, en particulier dans la période au cours de laquelle les documents annuels sont préparés. Le président et chef de la direction et le chef des finances ont procédé à une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et ont conclu, d'après leur évaluation, que ces contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2017.

La direction a également conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers consolidés à des fins externes selon les IFRS. Le président et chef de la direction et le chef des finances ont procédé à une évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière et ont conclu, d'après leur évaluation, que ce contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace en date du 31 mars 2017.

Finalement, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui soit survenu au cours de la période comptable débutant le 1er janvier 2017 et se terminant le 31 mars 2017 qui ait eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

20. Information additionnelle et continue

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 19 juin 2017. Des renseignements supplémentaires sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com.

D-BOX^MD, D-BOX Motion Code^MD, LIVE THE ACTION^MD, ARCHITECTE DU MOUVEMENT^MD et MOVE THE WORLD™ sont des marques de commerce de Technologies D-BOX inc. Les autres noms sont uniquement publiés à titre indicatif et peuvent représenter des marques de commerce de leurs propriétaires respectifs.